



L'avenir du travail



ITUC CSI IGB Confédération syndicale internationale

L'avenir du travail

La main-d'œuvre mondiale se compose d'environ trois milliards de personnes. L'économie mondiale dépend de son travail, tandis que les familles et les communautés dépendent des revenus de ce travail.

Toutefois, le droit au travail et la dignité de ce travail sont compromis par un modèle économique fondé sur un arbitrage en matière de travail dans une course sans fin au profit. L'érosion des droits fondamentaux, l'absence de salaire minimum vital et l'affaiblissement de la négociation collective résultant en une baisse, à l'échelle mondiale, de la part des revenus du travail, conjugués à l'absence de garantie d'une protection sociale universelle, ont entraîné des niveaux historiques d'inégalité.

Hélas, la préférence a été accordée aux intérêts acquis de quelques-uns par rapport aux intérêts de la grande majorité. L'intérêt personnel pur et simple s'est mué en modèle économique moderne pour justifier que les richesses ne soient pas partagées, que les ressources naturelles soient exploitées de façon non viable, que les entreprises et les riches ne paient pas ou peu d'impôts et qu'il manque de moyens à consacrer à la protection sociale, y compris la santé et l'éducation.

La théorie du ruissellement (« *trickle down* ») et, plus récemment, l'austérité ont échoué. Les règles régissant le commerce et les investissements ont favorisé le secteur financier et le capital dans les économies développées. Les chaînes d'approvisionnement mondiales acheminent des richesses à une poignée d'entreprises, alors que les travailleuses et les travailleurs de ces mêmes chaînes perçoivent de faibles salaires, n'ont pas de sécurité de l'emploi et travaillent souvent dans des conditions dangereuses. Une guerre a été déclenchée contre les syndicats et la liberté syndicale, et la démocratie est corrompue par la concentration des richesses. En effet, un trop grand nombre d'entreprises et d'associations professionnelles achètent ou intimident les législateurs et les responsables exécutifs de façon à influencer les politiques publiques au détriment des travailleurs.

Selon l'OIT, dans les pays émergents, 1,6 milliard de personnes en âge de travailler sont exclues de la population active et le taux de chômage officiel se chiffre à plus de 143 millions de personnes. Dans les pays en développement,

Le résultat est une main-d'œuvre mondiale en grave danger:

- seulement 60 % des travailleuses et des travailleurs sont employés dans l'économie formelle et plus de 50 % d'entre eux occupent des emplois précaires et peu sûrs;
- quarante pour cent de la main-d'œuvre lutte pour sa survie dans l'économie informelle, sans droits, ni salaires minimums, ni aucune protection sociale;
- plus de 45 millions de personnes sont piégées dans des formes modernes d'esclavage ou de travail forcé;
- trois quarts de la population mondiale dispose d'une mauvaise protection sociale, voire d'aucune protection.

quelque 90 millions de personnes sont exclues de la population active et 15,7 millions sont sans emploi. Soixante-neuf pour cent de la population active dans les pays en développement est classée parmi les « travailleurs pauvres », gagnant moins de 3,10 USD par jour. L'emploi informel représente 90 % de l'emploi total dans les pays en développement et 67 % dans les pays émergents. Quelque 70 millions de personnes dans les pays développés sont classées parmi les « travailleurs pauvres », gagnant moins de 60 % du revenu médian national d'un ménage.

Le PIB mondial a triplé depuis 1980, alors que la part des revenus du travail a diminué et les investissements indispensables dans l'infrastructure, les soins et l'économie verte s'avèrent insuffisants.

Outre ces défis et la vulnérabilité de l'économie mondiale qui en découle, un monde nettement plus inégal émerge avec les vagues d'innovations technologiques. Il existe

d'importants déficits dans le cadre réglementaire pour garantir le travail décent au travers de plateformes internet, et les investissements dans les nouveaux emplois sont insuffisants pour limiter les déplacements de travailleurs face à l'avenir de la production.

Notre Sondage d'opinion mondial le plus récent révèle que la majorité des citoyens ne s'opposent pas aux nouvelles technologies, mais s'inquiètent pour leur emploi.

Tandis que la numérisation s'accélère, de nouveaux modèles d'activité commerciale sont établis, fondés sur l'hypothèse que les travailleurs renonceront à leur contrat d'emploi et à leur sécurité sociale et oublieront toute notion d'horaires de travail réguliers permettant de concilier le travail, la famille et les loisirs.

En effet, un grand nombre de ces entreprises sont informelles, ne sont pas enregistrées dans certains cas, ne paient pas ou peu d'impôts dans le pays où les bénéfices sont réalisés, et n'assument aucune responsabilité quant à la relation de travail. Dépourvues d'un permis social pour exercer leurs activités, elles sont au-dessus de la loi. Elles cherchent à opérer en dehors des juridictions, perturbant ainsi des secteurs essentiels, comme le transport, la santé, l'hôtellerie, les services financiers, l'éducation et d'autres encore.

Les travailleurs fournissant des services par l'intermédiaire de ces entreprises doivent seuls payer leur sécurité sociale, leurs impôts et leur formation, alors qu'ils n'ont aucun contrôle sur leurs tarifs, leurs conditions de travail, leur sécurité ou leurs données personnelles. Ils sont en concurrence les uns avec les autres pour un travail irrégulier et imprévisible. Les personnes qui détiennent ces grandes plateformes engrangent des milliards grâce à ce modèle, tandis que les entreprises traditionnelles commencent aussi à externaliser du travail au travers de plateformes, encourageant un nivellement vers le bas des salaires et évitant certaines responsabilités.

Les syndicats savent que ce n'est pas la technologie en soi qui pose problème – le succès d'une innovation se mesurera en fonction de son intérêt. Les sociétés tireront parti du potentiel que représentent les progrès scientifiques dans le secteur de la santé comme dans bien d'autres domaines. Depuis des décennies, les syndicats participent à l'orientation des changements technologiques. Ils devront examiner comment soutenir la syndicalisation et les actions collectives des travailleurs occupant un emploi

à travers l'internet et fixer des prix des contrats minimums, y compris à travers des coopératives.

Les bases du travail décent demeurent les mêmes

- La liberté syndicale
- Des salaires minimums vitaux et le droit de négociation collective
- La sécurité au travail
- Une protection sociale universelle
- Une diligence raisonnable obligatoire pour toutes les entreprises afin d'atténuer les violations des droits

L'accès à l'apprentissage tout au long de la vie est également essentiel, dans la mesure où la technologie a un impact sur les tâches exécutées par les travailleurs, qui ont dès lors un besoin permanent d'améliorer leurs compétences.

Les ministres du Travail du G20 ont déclaré que la violation des droits des travailleurs ne pouvait faire partie de la concurrence. Tel doit être le cas pour toutes les formes de travail, notamment celles qui dépendent de plateformes numériques ou lorsque des changements ont lieu dans la production. Tous les employeurs doivent prendre leurs responsabilités en matière de travail décent pour tous les travailleurs, qu'ils soient employés directement ou par le biais de sous-traitants dans les chaînes d'approvisionnement, ainsi que pour ceux qui dépendent du marché des entreprises des plateformes.

Nous saluons la formation de la Commission mondiale de l'OIT sur l'avenir du travail. Le défi de cette Commission consiste à tracer la voie en matière de plein emploi et de travail décent face aux changements technologiques.

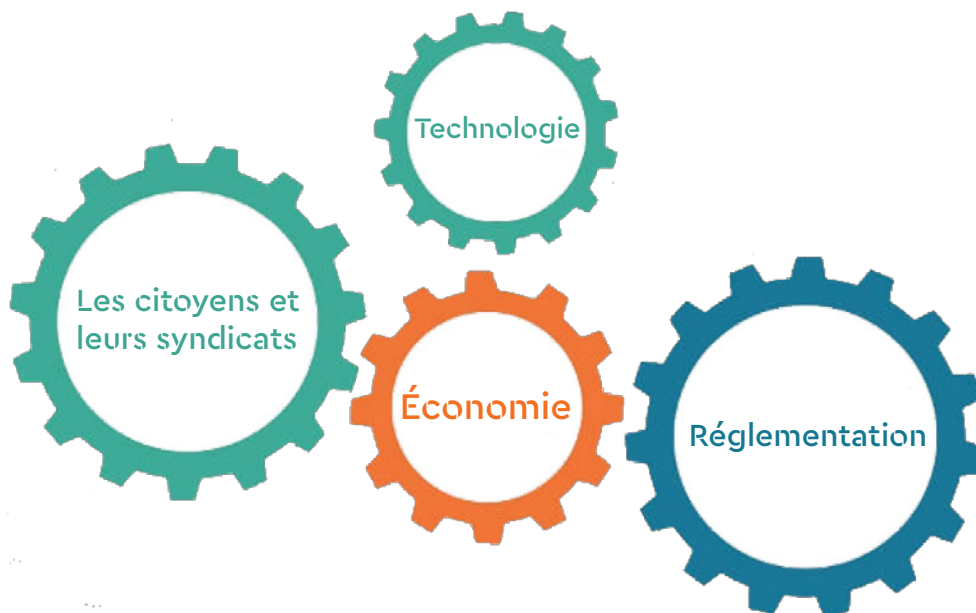
La CSI soutient également le Pacte mondial lancé par le Premier ministre de Suède, Stefan Löfven. Le dialogue social est un outil indispensable pour garantir le cadre réglementaire et les pratiques sur le lieu de travail assurant tant un permis social pour que les entreprises puissent exercer leurs activités que le travail formel fondé sur les droits, essentiel pour les travailleurs et leur famille.

Sharan Burrow

Secrétaire générale de la CSI

Rapport de la CSI: façonner l'avenir du travail

Le présent rapport expose une série de questions politiques fondamentales et de points soumis pour examen aux syndicats dans le cadre de la définition de l'avenir, placés sous quatre principales rubriques:



L'économie

Les échecs de la gouvernance qui ont conduit à la crise financière mondiale de 2008 et la récession subséquente, au terme de plus de deux décennies de mondialisation des entreprises, ont creusé les inégalités, n'ont pas garanti le plein emploi et le travail décent, ont augmenté le travail précaire et informel et alimenté une vague de désenchantement qui est désormais exploitée par des politiciens populistes aux quatre coins du monde. Ils ont également placé l'économie mondiale dans une posture extrêmement précaire, se traduisant par une stagnation de la demande causée par la baisse du pouvoir d'achat.

L'avenir du monde du travail ne concerne pas seulement la technologie. Il s'agit également de relever les énormes défis économiques et politiques auxquels est confrontée la société, de sorte que le débat en la matière doit éviter d'être confiné

à une conception étroite de la mise en oeuvre de nouvelles technologies dans un système qui ne tient déjà pas compte des intérêts des travailleurs et des travailleuses. Ce débat ne doit pas non plus se borner à opposer une « vieille » économie, où le travail était effectué principalement par des personnes, à une « nouvelle » économie où le travail est automatisé et où les tâches des personnes qui ont un emploi sont régies par des algorithmes et des applications.

Le Sondage d'opinion mondial de la CSI a systématiquement révélé un soutien écrasant en faveur de mesures visant à contenir le pouvoir des entreprises multinationales et du secteur financier, à assurer des emplois sûrs et décents, une part équitable des bénéfices pour les travailleurs, à travers les salaires et la protection sociale, ainsi que d'autres objectifs essentiels du mouvement syndical. Les gouvernements n'ont, toutefois, pas tenu compte de cette opinion. À moins d'un changement, la transition au futur monde du travail s'avérera

chaotique et sera dominée par les entreprises, exacerbant davantage l'insécurité et les inégalités et sapant la démocratie.

Les gouvernements et les entreprises doivent reconnaître que la transition à une économie hautement numérisée doit être une transition juste, qui sous-entend un investissement dans les professions, les communautés et les secteurs affectés, afin de maximiser les bénéfices en termes de qualité et de productivité, tout en assurant que les personnes dont l'emploi est affecté ou menacé obtiennent le soutien nécessaire. De même, l'avenir de la production et des services doit garantir que les emplois, où qu'ils soient établis, soient décents et sûrs, assurant des salaires décents, le droit de négociation collective et une protection sociale. La transition doit également soutenir le développement et la durabilité, en particulier en conciliant étroitement les Objectifs de développement durable de l'ONU et la transition à un futur zéro carbone et zéro pauvreté.

À cette fin, des mesures urgentes sont requises, notamment par les institutions internationales telles que le G20, l'OIT, l'OCDE et l'ONU, couvrant un vaste éventail de défis mondiaux::

Les salaires et la protection sociale – le monde a besoin d'une augmentation salariale

La baisse de la part salariale, de sorte que des millions de travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement et l'économie informelle peinent à survivre, est cause d'une misère indicible et menace l'économie mondiale elle-même, sous l'effet de la stagnation du pouvoir d'achat. Les syndicats aux quatre coins du monde font campagne pour de meilleurs salaires, pour un salaire minimum vital et l'extension de la protection sociale à 75 % des travailleurs du monde pour qui la protection sociale est insuffisante ou inexistante. Des politiques économiques et sociales sont requises pour assurer une distribution plus équitable des revenus et des richesses. Le moment est aussi venu de procéder à une analyse en connaissance de cause des bénéfices et des coûts d'un revenu de base garanti.

Comblent l'écart entre hommes et femmes

La stagnation du taux de participation des femmes et l'écart salarial entre les hommes et les femmes sont les conséquences les plus tangibles de la discrimination systématique que subissent les femmes au travail et dans la société et qui est présente dans tous les pays. Là où des politiques d'austérité ont été imposées, ce sont les femmes qui ont porté le gros du fardeau, d'une part parce que le travail qu'elles effectuent dans la prestation de soins est non rémunéré et d'autre part en raison des impacts disproportionnés sur leurs revenus et possibilités d'emploi. Sur la base des tendances actuelles, l'écart salarial entre hommes et femmes de 23 % à l'échelle mondiale ne devrait

pas être comblé avant 2069. Ce seul constat démontre la gravité de la discrimination sexuelle et le fait qu'il est impératif d'y mettre fin. L'avenir du travail doit être un avenir où les femmes et les hommes sont sur un pied d'égalité.

Éradiquer la fraude et l'évasion fiscales

La fraude et l'évasion fiscales généralisées, a fortiori par les entreprises multinationales et le secteur financier, privent les gouvernements des revenus fiscaux dont ils ont besoin pour fournir des services publics et des programmes sociaux de qualité. Sous l'effet de la stagnation des salaires et de l'« uberisation » du travail, les gouvernements pourront de moins en moins compter sur l'imposition des travailleurs pour compenser les taxes pratiquement nulles payées par les grosses fortunes et nombre d'entreprises. La privatisation et la vente d'actifs pourraient offrir un allègement fiscal temporaire aux gouvernements, mais à un prix colossal pour les sociétés et les économies. La justice fiscale est essentielle pour assurer que les gouvernements disposent du revenu nécessaire pour garantir des services publics de qualité, une protection sociale et tout un éventail d'autres fonctions qui forgeront l'avenir du travail, sur la base de l'inclusion sociale.

L'investissement dans l'infrastructure et l'économie des soins

La pénurie d'infrastructures et le vieillissement des infrastructures existantes dans beaucoup de pays étranglent la croissance économique et freinent la création d'emplois. Dans le même temps, les tendances démographiques et l'offre existante inadéquate ont l'effet d'une bombe à retardement en matière de santé et d'aide sociale. **L'investissement dans l'économie des soins et dans l'infrastructure** est indispensable pour remédier à ces problèmes – les deux types d'investissement sont créateurs d'emplois et de croissance indispensables.

Lutter contre le changement climatique à travers la transformation industrielle

La numérisation au travail et les futures technologies de production offrent un potentiel exceptionnel en termes de gain d'efficacité et remplacent la dépendance au carbone par un avenir basé sur les énergies renouvelables. Le défi mondial de parvenir à une économie zéro carbone et zéro pauvreté exige une vision, un engagement et du courage de la part des politiciens et des entreprises. La clé pour y parvenir réside dans le programme pour une transition juste, fondé sur les droits, le dialogue social, l'investissement dans la transition et la négociation d'un changement dans les industries et au travail, qui réponde au changement climatique et crée la transformation industrielle nécessaire pour sauver l'humanité et la planète.

Une approche cohérente et tripartite

Dans bon nombre de pays, les politiques sur la numérisation ont été élaborées au niveau des ministères en charge de la technologie, avec une participation limitée des autres ministères et pratiquement aucune consultation publique, laissant les commandes aux mains du secteur privé. Les choses ont, néanmoins, commencé à changer grâce, en partie, aux débats sur l'avenir du travail. Toutefois, seule une poignée de pays adoptent l'« approche pangouvernementale » nécessaire, tout comme la concertation avec les syndicats et les autres groupes concernés. Le dialogue social tripartite doit figurer au cœur des approches cohérentes et exhaustives nécessaires pour aborder les opportunités et les défis de la numérisation, ainsi que l'avenir de la production et des services, notamment la formation et la requalification des travailleurs.

L'investissement dans l'infrastructure et l'économie des soins

L'influence croissante des politiques populistes et nationalistes a eu un impact sur le programme commercial international et les nombreuses conséquences potentielles ne sont pas encore pleinement comprises. Alors que les syndicats se sont mobilisés contre les clauses des accords qui affaiblissent les droits des travailleurs, affermissent le pouvoir des entreprises sur les gouvernements et limitent l'espace nécessaire à l'élaboration de bonnes politiques publiques, les solutions proposées par les populistes ne sont pas favorables aux intérêts des travailleurs. Les dispositions telles que celles figurant dans la proposition de l'**ACS** et le programme de commerce électronique promu dans les accords commerciaux résulteraient en une « uberisation » globale des économies et en une plus grande ingérence des entreprises multinationales dans les services publics essentiels. Elles doivent donc être rejetées.

Le développement durable

L'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU ouvre la voie à un programme de développement centré sur le travail décent. Les ODD ne doivent pas rester à l'état de simple aspiration – ils fournissent un cadre universel important pour les décisions concernant l'avenir du travail. Aussi, est-il important que la mise en œuvre des ODD et des décisions concernant l'avenir du travail et, en particulier, le rôle du gouvernement y soient intégrés.



La réglementation

Les puissants intérêts commerciaux ont réussi, au bout de nombreuses années, à affaiblir ou à éliminer la législation qui régit le secteur privé, au travers du lobbying qu'ils mènent auprès des gouvernements, d'accords commerciaux favorables aux milieux d'affaires ou de pratiques frauduleuses. Cette mainmise des entreprises sur les gouvernements représente une grave menace pour l'espoir d'un avenir qui garantisse des emplois de qualité et durables, un revenu sûr qui permette aux gens de construire une vie décente, la justice fiscale et tout un éventail d'autres enjeux cruciaux pour la prospérité du plus grand nombre plutôt que celle d'une minorité.

Selon l'**Indice CSI 2016 des droits dans le monde**, le nombre de pays avec des **restrictions à la liberté d'expression, à la liberté syndicale et à la liberté de réunion** a augmenté de 22 %, alors que 82 des 141 pays examinés excluent les travailleurs de la législation du travail et plus de la moitié excluent la totalité ou une partie des travailleurs de la négociation collective. L'Indice 2017 révèle que 116 pays ont violé le droit de grève dans la pratique. Les cadres juridiques qui réglementent la relation d'emploi ont également été affaiblis dans nombre de pays. Là où de bonnes lois et réglementations existent, celles-ci restent trop souvent inappliquées, alors que dans certains pays les plus riches du Golfe, l'absence totale de droits accule les travailleurs à des conditions d'esclavage moderne. Renverser l'érosion des droits des travailleurs en assurant que les gouvernements honorent leurs responsabilités en matière de réglementation doit constituer un objectif central de l'action syndicale concernant l'avenir du travail. Les travailleurs de l'« économie numérique » doivent avoir accès aux mêmes droits et protections que les autres travailleurs, y compris les normes fondamentales du travail de l'OIT. D'autre part, les questions concernant la réglementation dans une série d'autres domaines revêtiront une importance primordiale, notamment:

Des règles mondiales pour les chaînes d'approvisionnement mondiales

À l'heure où 50 des plus grandes multinationales du monde ont une « main-d'œuvre cachée » qui représente 94 % des effectifs de leurs filières d'approvisionnement, les gouvernements, en particulier dans les pays d'origine des multinationales en cause, doivent rendre celles-ci légalement responsables de la diligence raisonnable à travers leurs chaînes d'approvisionnement, du respect des droits fondamentaux et de la sécurité au travail pour la totalité des effectifs et de l'accès à la justice en cas de violation de leurs droits.

La lutte contre l'esclavage moderne

Certains gouvernements légifèrent à présent pour tenir les entreprises responsables pour ce qui a trait spécifiquement au scandale de l'esclavage moderne, tant pour leurs activités dans le pays d'origine qu'à l'étranger. L'analyse de cette législation et de son impact, de son application et de ses lacunes fournira des outils utiles dans la lutte contre l'esclavage moderne, en tant que base des revendications politiques appelant les gouvernements partout à introduire des obligations juridiques pour les entreprises, de même que des sanctions appropriées en cas de non-conformité.

Définition d'une entreprise

des entreprises comme Uber opèrent de fait dans le secteur informel, échappant ainsi à toute responsabilité quant aux droits et aux prestations de leur main-d'œuvre mondiale. La possibilité qu'ont de telles entreprises d'opérer tantôt dans les limites de la loi, tantôt, et le plus souvent, en marge de la loi, a de sérieuses implications pour les travailleurs, pour les rentrées fiscales, pour la sécurité publique et un éventail d'autres domaines.

La protection des données et les droits numériques

À la lumière de l'intensification exponentielle du contrôle et de la surveillance des travailleurs par les employeurs, il convient également de considérer les préoccupations croissantes liées à la collecte, à l'analyse et au traitement à grande échelle de données par des sociétés multinationales et les cadres juridiques relatifs aux droits de protection des données individuelles et collectives, y compris des travailleurs. L'importance croissante des algorithmes utilisés comme substitut à la prise de décisions par des personnes conduit également à des appels en faveur d'une réglementation sur la manière dont les algorithmes sont déployés et leur finalité. Le créateur du World Wide Web avertit désormais aussi **des risques d'abus liés à l'utilisation des données et de recours aux algorithmes pour influencer l'issue d'élections suivant des modalités qui contournent le droit électoral.**

Le droit de la concurrence

L'émergence d'un nombre relativement restreint d'entreprises multinationales dans des positions de dominance sur le marché des données à l'échelle mondiale nous amène à nous poser une série de questions capitales concernant, notamment, la mesure dans laquelle les régulateurs de la concurrence sont équipés et disposés à assurer des règles du jeu équitables mais aussi sur l'adéquation des lois existantes en matière de concurrence

et l'étendue de la coopération internationale dans ce domaine. En outre, le droit de la concurrence est utilisé dans certains pays pour priver les travailleurs indépendants du droit de négociation collective, notamment dans la fixation des prix minimaux du travail indépendant.

La taxation

de nombreuses entreprises multinationales qui dérivent la totalité ou une grande partie de leurs bénéfices de la collecte, du traitement et de la vente de données sont notoires pour leur évasion fiscale, alors que l'expansion de la production et des services via Internet menace de réduire davantage les revenus fiscaux des gouvernements. Certains protagonistes de l'industrie comme le fondateur de Microsoft, Bill Gates, appellent à présent à l'introduction d'une « **taxe robots** », alors que Microsoft a, elle-même, été critiquée pour ses pratiques fiscales, à l'instar d'autres entreprises de technologie.



La technologie

Si l'innovation technologique a depuis toujours fait partie intégrante du monde du travail, l'Internet a, au cours des 20 dernières années, contribué à une accélération significative et exponentielle du rythme auquel s'opère le changement. Avec l'avènement de l'« Internet des objets », il est prévu que le nombre d'appareils connectés à l'Internet atteigne plus de 20 milliards d'ici 2020. En attendant, près de 50% de la population mondiale n'a toujours pas accès au réseau. Alors que les nouvelles technologies intervenant dans le monde du travail dépendent directement ou indirectement de l'Internet, à moins d'un investissement rapide et massif dans la mise en réseau des 50% restants, il faut s'attendre à une augmentation massive des inégalités entre les « info-riches » et les « info-pauvres », avec des conséquences économiques et sociales dramatiques.

« Les avancées technologiques et l'expansion de l'accès à l'internet engendrent tour à tour des opportunités et des défis formidables pour les travailleurs. L'engagement des syndicats dans l'éducation, la formation et l'organisation revêt une importance cruciale dans l'ère de l'Internet. La CSI est engagée en faveur d'une gouvernance de l'Internet qui soit libre de la mainmise de tout gouvernement ou intérêt commercial et qui garantisse la libre circulation des informations, avec une protection forte des données personnelles et de la liberté d'expression, dans le plein respect de l'Etat de droit. »

Déclaration du 3e Congrès mondial de la CSI (Berlin, mai 2014)

Les avancées dans les domaines de la robotique, de la nano- et de la biotechnologie, de « l'intelligence artificielle », de l'apprentissage automatique, de l'Internet des objets, de l'impression 3D, de la science des matériaux et dans tout un éventail d'autres domaines engendreront des bénéfices incommensurables pour la société, qui sont d'ores et déjà visibles dans une série de domaines comme la santé et la lutte contre le changement climatique. Dans le même temps, ces avancées auront une incidence profonde sur l'emploi et les travailleurs. Selon certaines estimations, près de 60% des emplois pourraient, à terme, être partiellement automatisés et jusqu'à 10% des emplois intégralement délocalisés. D'autres prévisions font état de répercussions encore plus drastiques. Bien que pratiquement toutes ces études indiquent que les emplois les plus menacés seront les emplois moins qualifiés ou ceux à haute intensité de routine, les professions hautement qualifiées n'échapperont pas aux répercussions.

Le rapport de la TUAC «[La numérisation et l'économie numérique](#)» offre un bon aperçu des principaux enjeux, dont une partie sont mis en exergue ci-après. Alors que les effets spécifiques de diverses technologies dans les différents secteurs et professions varient et continueront de varier considérablement, on peut distinguer un certain nombre de tendances globales et de risques clés qui ne sont pas adéquatement traités depuis une perspective globale:

- la numérisation entraîne une fragmentation du travail, une fracture dans les relations de travail et un dumping social, dans la mesure où les entreprises qui organisent leur travail via des plateformes en ligne (par exemple, des plateformes de partage comme Uber et des services de travail à la pièce comme Mechanical Turk et UpWork) cherchent à s'étendre et mènent un lobbying efficace en faveur de la déréglementation. Les gouvernements doivent **s'assurer que ces entreprises sont réglementées**, qu'elles contribuent équitablement aux impôts et que les personnes qui travaillent pour elles ont les mêmes droits que les autres travailleurs, notamment la liberté syndicale et le droit de négociation collective, à travers des droits transférables en matière de protection sociale, de pension et d'autres prestations;
- alors que les entreprises de « plateformes » ne représentent aujourd'hui qu'une faible proportion du PIB et de l'emploi, elles deviennent de plus en plus importantes dans les services, tels que les soins. Les syndicats doivent oeuvrer pour déterminer la manière dont ces modèles d'entreprises exercent leurs activités, tout en poursuivant la lutte pour des investissements

publics dans la prestation des services essentiels;

- on voit surgir d'importants **écarts de compétences** qui limitent le potentiel de substitution des emplois perdus à cause des nouvelles technologies par des nouveaux emplois ayant un plus grand contenu en TI, en STEM ou en services. Pour répondre à ces déficits de compétences, il convient de recourir à des systèmes d'éducation et de formation qui soient en adéquation avec l'évolution du travail dans l'ère numérique;
- une dépendance accrue à une production et à des services numériquement gérés sous-entend des niveaux élevés de **cyber-sécurité**, pour protéger les systèmes et prévenir les dysfonctionnements. De là surgissent des défis particuliers à l'heure d'assurer que les droits des travailleurs ne sont pas enfreints et que les écarts de compétences croissants dans ce domaine sont comblés;
- pour un nombre croissant de travailleurs, le « lieu de travail sous surveillance totale », avec des **contrôles incessants et intrusifs** qui s'étendent dans certains cas au-delà du lieu de travail et jusque dans la vie privée des travailleurs est devenu une réalité et donne aux employeurs un contrôle sans précédent. Certaines entreprises ont aussi recours aux techniques dites d'ingénierie sociale vis-à-vis de leurs salariés, pour maximiser la productivité et les profits, toutefois sans leur offrir d'augmentations salariales proportionnelles, ni de protections contre le surmenage et le stress. Ceci nous renvoie à la problématique plus générale des droits des personnes relatifs aux données les concernant, a fortiori quand une poignée de sociétés spécialisées dans les « métadonnées » se consolident et étendent leur influence sur les travailleurs et la société en général;
- le brouillage des lignes entre vie privée et vie professionnelle est aussi devenu une réalité pour un grand nombre de personnes, avec une disruption de **l'équilibre vie/travail** et fréquemment aussi des heures supplémentaires non compensées, a fortiori dans le domaine du travail mobile;
- souvent, les **normes de santé et de sécurité** professionnelle et publique ne sont pas suffisantes ou suffisamment bien appliquées lorsque des systèmes automatisés sont déployés. Ceci est dû, d'une part, au recours fréquent à des algorithmes insuffisamment testés et, d'autre part, au fait que de nouveaux matériaux sont utilisés dans les processus de production;

- il existe un **écart hommes-femmes** prononcé dans le **secteur des technologies de l'information** en particulier, où les femmes n'occupent approximativement qu'un quart des postes. Cet écart se creuse là où de « vieux » emplois sont remplacés par de « nouveaux » emplois à plus fort contenu technologique, où la probabilité qu'ont les femmes par rapport aux hommes de trouver un « nouvel » emploi peut être aussi faible que 20 %. Ce problème réclame une attention urgente, y compris à travers l'éducation et la formation, des mesures anti-discrimination et des prestations de maternité;
- les limites du recours aux **algorithmes** et le préjudice potentiel pouvant en découler, dû notamment à l'intervention humaine pratiquement nulle, deviennent de plus en plus apparents. **UNI Global Union appelle** à l'établissement d'une convention internationale concernant l'usage, le développement et le déploiement éthique de l'intelligence artificielle, des algorithmes et des métadonnées;
- des développements tels que le déploiement de la « **chaîne de blocs** » (*blockchain*) ou de technologies de registre distribué par des entreprises de divers secteurs sont susceptibles d'avoir des impacts potentiellement considérables sur la manière dont les entreprises opèrent, de même que sur la nature des emplois futurs. Les syndicats se doivent d'accroître leur compréhension des effets et des applications possibles de tels systèmes, tant en termes de l'évolution du travail que de la manière dont les syndicats les exploitent pour atteindre et organiser les travailleurs.

Tous les travailleurs/euses doivent jouir des droits fondamentaux que sont la liberté syndicale et la négociation collective, la protection contre la discrimination, l'exploitation et le travail dangereux, la garantie d'un salaire minimum vital et la protection sociale dans le nouveau monde du travail. Les plateformes en ligne, en particulier, doivent être tenues d'assurer que la protection sociale au même titre que les autres droits des travailleurs sont garantis, et que leurs droits sont respectés.

Accomplir une transition numérique juste relèvera du défi, d'autant que nombre de gouvernements ne semblent aucunement disposés à assurer une régulation adéquate de l'économie numérique, ni à protéger et promouvoir les droits des travailleurs au dialogue social et à la négociation collective. Relever ce défi sera essentiel pour assurer les bienfaits sociaux et économiques maximums de la numérisation et éviter une mêlée générale dystopique des entreprises, avec toujours plus d'inégalité, d'insécurité et d'exploitation.

Le rapport de la TUAC «*Digitalisation and the Digital Economy*» («La numérisation et l'économie numérique») énonce les principes fondamentaux pour une «**transition numérique juste**», notamment:

- la recherche et l'évaluation anticipée des impacts sociaux et de l'emploi;
- le dialogue social et la consultation démocratique des partenaires sociaux et des parties prenantes;
- des politiques actives de marché du travail et la réglementation, y compris la formation et le développement des compétences;
- la protection sociale, y compris l'accès garanti à la pension;
- un renouvellement communautaire et des plans de diversification économique;
- des investissements viables conduisant à des emplois de qualité et décents.



Les citoyens et leurs syndicats

Pour le mouvement syndical, l'avenir du travail commence dès maintenant, et la mobilisation des syndicats, la négociation collective et les stratégies politiques destinées à définir le monde du travail à venir sont déjà fermement ancrées dans les réalités de la vie au travail d'aujourd'hui.

Les travailleurs créent et adhèrent à des syndicats depuis plus de 150 ans pour promouvoir et défendre leurs intérêts au travail, et atteindre des objectifs plus généraux de justice sociale, d'égalité et de démocratie. Les travailleurs continuent de se rassembler pour engager des actions collectives, même lorsque les gouvernements et les employeurs les privent de leurs droits de manière absolue, qu'il s'agisse de chauffeurs d'Uber au Qatar, de travailleurs des plantations du Honduras ou d'employés des usines des chaînes d'approvisionnement en Asie.

Dans la plupart des pays, le nombre de membres stagne ou est en baisse, dans la mesure où les **gouvernements affaiblissent ou éliminent** les lois visant à protéger les droits fondamentaux d'organisation et de négociation collective, et imposent d'autres restrictions à la liberté d'expression et de réunion.

Du fait des changements opérés dans l'organisation du travail à l'ère de la mondialisation, en particulier les innovations technologiques, les syndicats éprouvent davantage de difficultés à syndiquer les travailleurs. La **fragmentation et la précarité** qui s'accroissent **sur le marché du travail** aggravent encore ces difficultés. Quarante pour cent de la main-d'œuvre mondiale lutte pour survivre dans l'économie informelle, et la majeure partie des personnes qui travaillent dans l'économie formelle sont confrontées à un niveau d'insécurité inédit: le Sondage d'opinion mondial de la CSI 2017 révèle que 73 % des personnes craignent de perdre leur emploi.

En outre, l'affaiblissement du **secteur public**, ayant un niveau relativement plus élevé de densité syndicale, menace la sécurité de l'emploi et la cohésion sociale. Le mouvement syndical se heurte à la double difficulté de défendre et de promouvoir le secteur public, et aussi de syndiquer les travailleurs dans les services privatisés – par exemple les femmes qui sont de plus en plus nombreuses à travailler dans les services de soins privatisés.

Dans le même temps, les syndicats constituent la force la plus grande et la plus puissante en faveur de la justice sociale dans le monde, avec plus de 200 millions de membres, exerçant une influence souvent au-delà de leurs propres membres au moyen d'actions politiques et d'un impact positif, également en faveur des travailleurs/euses qui ne sont pas syndiqués, en matière de négociation collective et d'acquis sur le plan législatif.

Le Sondage d'opinion mondial de la CSI n'a cessé de révéler l'énorme soutien de l'opinion publique aux valeurs fondamentales et aux revendications des syndicats, ainsi qu'aux droits d'organisation, de négociation collective et de mener des actions syndicales.

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses n'a jamais été aussi important face au modèle dominant de mondialisation qui a marginalisé les travailleurs/euses, occupant des emplois précaires, faiblement rémunérés et souvent dangereux. Les citoyens savent que le pouvoir s'est déplacé. Quatre-vingt-treize pour cent de la population considère que le système économique favorise les riches plutôt que d'être équitable envers la majorité de la population, et 90 % affirme qu'il est temps de réécrire les règles de l'économie mondiale.

Ceci place les **syndicats en première ligne pour défendre le travail décent**, que le travail en question passe par l'emploi direct, la sous-traitance, les agences de recrutement, les plateformes numériques ou tout autre moyen. Tous les travailleurs/euses doivent bénéficier des mêmes droits fondamentaux: la protection sociale, un salaire minimum vital, la négociation collective et le respect des normes du travail par leur employeur. Les travailleurs/euses employés par le biais d'entreprises sur les « plateformes numériques » s'organisent déjà et mènent des actions collectives.

Les syndicats se battent pour garantir le plein exercice de ces droits.

En raison de l'accélération rapide des mutations technologiques au travers de la numérisation de la production et des services, et de l'utilisation de plateformes numériques par les entreprises pour se soustraire à leurs responsabilités en tant qu'employeurs, les syndicats adaptent leurs stratégies et devront s'adapter davantage. Des méthodes et des principes bien établis, notamment des coopératives ou d'autres organismes collectifs, où le travail numérique est organisé et partagé et où un prix minimal est fixé, peuvent faire partie de la solution. Tout comme la SEWA organise des coopératives et des associations de travailleuses indépendantes dans les régions les plus pauvres de l'Inde, les syndicats en Géorgie organisent les travailleurs du secteur informel des transports, le syndicat UNIONEN en Suède est engagé dans la réglementation des entreprises sur les plateformes et la numérisation en vue d'une représentation collective décentralisée et IG-Metall en Allemagne, conjointement avec d'autres syndicats, s'engage avec les « travailleurs collaboratifs » (crowdworkers).

L'affaiblissement des protections juridiques des travailleurs/euses résulte des efforts des entreprises pour échapper à leurs responsabilités en matière de relation de travail.

La **responsabilité incombant aux gouvernements** est de les tenir pour responsables en tant qu'entreprises enregistrées qui respectent les règles d'un permis social pour exercer leurs activités, notamment le paiement des impôts et des cotisations de sécurité sociale, les salaires minima/prix contractuels et les droits d'organisation et de négociation collective.

Les entreprises devraient:

- être enregistrées et payer des taxes dans la juridiction dans laquelle elles exercent leurs activités,
- assumer leurs responsabilités quant à la relation de travail et appliquer la diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement,
- respecter les normes fondamentales de l'OIT, notamment la Convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs,
- engager le dialogue social et prendre des mesures de transition juste en matière de climat et de changement technologique, et
- respecter pleinement le droit des travailleurs à la confidentialité de leurs données.

Les syndicats agissent pour préparer l'avenir du travail en prenant des **mesures politiques** destinées à changer le modèle économique dominant et à garantir des emplois décents et des droits à tous les travailleurs et travailleuses, en **négociant** en matière de nouvelles technologies et de transformation industrielle et en **militant** pour augmenter la part salariale et assurer des salaires minimums vitaux.

La réussite dépendra non seulement des mesures efficaces dans tous ces domaines, mais également de la syndicalisation des travailleurs/euses dans tous les secteurs et tous les types d'emploi. À l'échelle mondiale, la CSI aide les syndicats à assurer une **organisation stratégique** par le biais de l'Académie d'organisation mondiale, complétant leurs campagnes et leurs activités de plaidoyer mondiales.

Le travail réalisé par les **Fédérations syndicales internationales** pour façonner l'avenir du travail dans leurs secteurs au moyen de recherches, de campagnes et d'organisation s'avère essentiel, et la CSI intensifiera son travail avec les FSI pour soutenir leurs activités et tirer parti ensemble des expériences du travail qu'elles réalisent.

L'établissement par l'OIT d'une Commission mondiale sur l'avenir du travail, qui atteindra son point culminant en 2019 dans le cadre du Centenaire de l'OIT, représente un important centre d'intérêt et une plateforme permettant aux syndicats d'orienter le débat international. La CSI, conjointement avec ses organisations affiliées, les FSI et le Groupe des travailleurs, s'engagera dans le travail de la Commission sur la base des objectifs politiques et des actions à entreprendre figurant dans le présent rapport.

Dans un contexte où les forces puissantes des entreprises cherchent à affaiblir toujours plus les lois et les normes et à utiliser les technologies de telle sorte que le travail est entièrement inféodé au capital, l'action syndicale visant à préparer le futur monde du travail est indispensable – non seulement pour garantir l'équité au travail, mais aussi pour assurer l'avenir même de la démocratie et de l'égalité partout dans le monde. Façonner l'avenir du travail est fondamental pour concrétiser la vision d'une justice sociale et économique pour tous.

.....